



KPMG Sénégal S.A.
Avec Conseil d'Administration
Immeuble Horizons S.A.
83, Boulevard de la République
Dakar – Sénégal

Téléphone : + 221 33 849 27 27
Télécopie : + 221 33 822 17 02
NINEA : 22486742 S 3 RC : SN-DKR -2003- B -4225

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE
DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION
DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA
GESTION 2014**

**GROUPE III
MINISTERE DE LA CULTURE ET
DE LA COMMUNICATION**

RAPPORT DEFINITIF

**ARMP - AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS**
Rue Alpha Hachamiyou TALL x Kléber BP 11303 Dakar - Sénégal
Ce document contient 29 pages (incluant celle-ci)
Réf. NDS/DSDS/OS/2015-07/703



SOMMAIRE

SYNTHESE	5
1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	5
1.1 Contexte	5
1.2 Objectifs de la mission	5
1.2.1 Objectifs spécifiques	6
1.2.2 Etendue des travaux à effectuer	7
2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	8
2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé	8
2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal	8
2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel	9
2.1.2 Principes	12
2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)	12
2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)	12
2.1.3 Procédures	13
3. SYNTHESE DE LA REVUE	14
3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés	14
3.1.1 Présentation de l'autorité contractante	14
3.1.2 Commission des marchés	14
3.1.3 Cellule de Passation des Marchés	14
3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	14
3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés	14
3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés	14
3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés	14
3.1.6 Archivage des dossiers	15
3.1.7 Autres	15
3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés	15
3.2.1 Echantillon	15
3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	16
3.2.3 Marchés conclus par AOO	16
3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP	16
3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP	17
3.2.4 Marchés conclus par AOR	17
3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles	18

3.2.6	<i>Marchés conclus par DRP</i>	18
3.2.7	<i>Marchés passés par Entente Directe</i>	19
3.2.8	<i>Avenants</i>	19
3.2.9	<i>Evaluation des fractionnements potentiels</i>	19
3.2.10	<i>Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP</i>	19
3.3	<i>Constats relatifs à l'exécution financière</i>	19
3.4	<i>Constats relatifs à l'Inspection physique</i>	20
4.	<i>SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS</i>	23
5.	<i>SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES</i>	28
6.	<i>STATISTIQUES DES ANOMALIES</i>	29
7.	<i>ANNEXE</i>	29
7.1	<i>Réponses de l'Autorité Contractante</i>	29
7.2	<i>Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante</i>	29

ABREVIATIONS ET ACRONYMES



PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES/DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
ANO	Avis de non objection
AOO	Appels d'Offre Ouvert
AOR	Appel d'Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CFAA	Country Financial Accountability Assessment
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code d'Obligation de l'Administration
CPAR	Country Procurement Accountability Review
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DN	Document non obtenu
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MCC	Ministère de la Culture et de la Communication
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION







1.1 Contexte

Le Gouvernement du Sénégal a réalisé, entre 2002 et 2003, avec l'appui des partenaires au développement, deux (02) exercices d'évaluation :

-  l'un des systèmes de gestion des finances publiques ;
-  l'autre de la passation des marchés publics ;

visant à améliorer la performance de la gestion des finances publiques sénégalaises. Ces exercices ont donné lieu à la production des rapports CFAA - Country Financial Accountability Assessment et CPAR - Country Procurement Accountability Review.

A ces rapports, s'en sont suivies :

-  l'initiation de mesures de réformes budgétaires et la prévision de l'évolution du Code des Marchés Publics ;
-  en 2004, la première mission d'audit à posteriori de la passation de marchés de six (06) ministères clés et celui de huit (08) ministères l'année suivante ;
-  en 2005, la formulation de directives du Conseil des Ministres de l'UEMOA en faveur de l'amélioration harmonisée des systèmes de passation des marchés publics dans l'Union ;
-  la mise en place des nouveaux organes du système de passation de marchés en 2007 ;
-  la promulgation d'un nouveau Code des Marchés Publics en 2011 (Décret N° 2011-1048 du 27 juillet 2011) ;
-  et la généralisation des revues indépendantes de la conformité de la passation des marchés des Autorités Contractantes sous l'impulsion de la nouvelle Autorité de Régulation des Marchés.

La présente mission de revue indépendante s'inscrit dans le cadre de la généralisation précitée.











1.2 Objectifs de la mission

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes citées dans les TDR, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés Publics.

Il s'est agi principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

1.2.1 Objectifs spécifiques

La mission comprend **les objectifs spécifiques** suivants :

-  se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
-  vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
-  fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
-  identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, nous apporterons un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
-  procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
-  pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
-  dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
-  examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
-  examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
-  examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies dans les Directives publiées par la Banque mondiale

- ✚ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité ;
- ✚ faire des recommandations pour le futur.

Un expert de l'ARMP a été désigné pour accompagner ponctuellement la mission sur les sites des autorités contractantes afin de faciliter l'introduction du consultant auprès desdites autorités et l'appuyer dans le cadre de la constitution de la documentation.

1.2.2 Etendue des travaux à effectuer

Notre mission porte principalement sur :

- ✚ la vérification, au sein des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des TDR (pour les ministères, sont pris en compte, outre les services centraux, les organismes rattachés, soumis à l'application du CMP, indiqué dans les TDR), de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés quelle soit la source de financement (des ressources internes et ressources externes) de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budget des services rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budget des collectivités locales) ;
- ✚ la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la passation et de l'exécution des marchés.
- ✚ l'organisation des séances de restitution de nos rapports provisoires au niveau de chacune des autorités contractantes concernées ;
- ✚ En fin de mission nous devons, assurer à 25 experts de l'ARMP et de la Direction Centrale des Marchés Publics DCMP, une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés. Les sessions de formation seront organisées au siège de chaque institution.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS

2.1 Réglementation en vigueur pour l'exercice contrôlé

2.1.1 Rappel relatif à la réglementation des marchés publics au Sénégal

Le Code des Marchés Publics (décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011) fixe les règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des marchés conclus par les autorités contractantes pour répondre à leurs besoins en matière de :

- ✚ réalisation de travaux ;
- ✚ d'achat de fournitures ;
- ✚ d'achat de services ;

Ce décret a été pris en application :

- ✚ de la Directive N° 04/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA);
- ✚ de la Directive N° 05/2005/CM/UEMOA du 9 décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine ;
- ✚ des dispositions relatives aux modes de conclusions des contrats administratifs du COA (Code des Obligations de l'Administration), qui résultent de la Loi n°65-51 du 19 juillet 1965, modifiée par la Loi n°2006-16 du 30 juin 2006. C'est ce que prévoit en particulier l'article 23 du COA.

Le contrôle des marchés publics est en outre fondé sur les textes suivants :

- ✚ le décret n° 2005-576 du 22 juin 2005, portant Charte de Transparence et d'Éthique ;
- ✚ le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007, portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- ✚ le décret n° 2007-547 du 25 avril 2007, portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics ;

✚ les textes subséquents d'application parmi lesquels les arrêtés suivants :

- Arrêté N° 012783 du 26/12/12 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012785 du 26/12/12 fixant les seuils de contrôle à priori des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012786 du 26/12/12 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des Autorités Contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012788 du 26/12/12 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés Publics pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012789 du 26/12/12 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78-3-a du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 012790 du 26/12/12 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du Code des marchés Publics ;
- Arrêté N° 012791 du 26/12/12 pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

✚ Ainsi que les circulaires, décisions, résolutions, etc. précisant les modalités d'application du CMP.

2.1.1.1 Dispositif institutionnel actuel

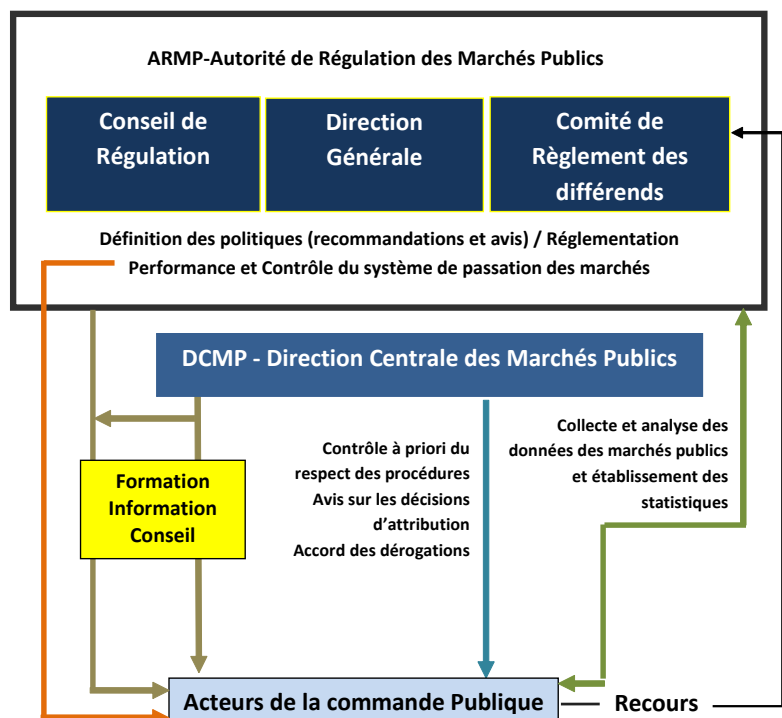
Le dispositif institutionnel mis en place comporte deux (02) structures qui sont l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP et la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP.

✚ l'Autorité de Régulation des Marchés Publics – ARMP

La régulation des marchés publics est assurée par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) qui est une autorité administrative indépendante, rattachée à la Primature. Elle est créée par la loi n° 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant le Code des Obligations de l'Administration et est dotée de l'autonomie financière et de gestion. La mission et les attributions de l'ARMP sont définies par le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP.

Les rôles clés de l'ARMP sont schématisés ci-après :

Figure 1 - Les acteurs institutionnels clés de la commande publique au Sénégal



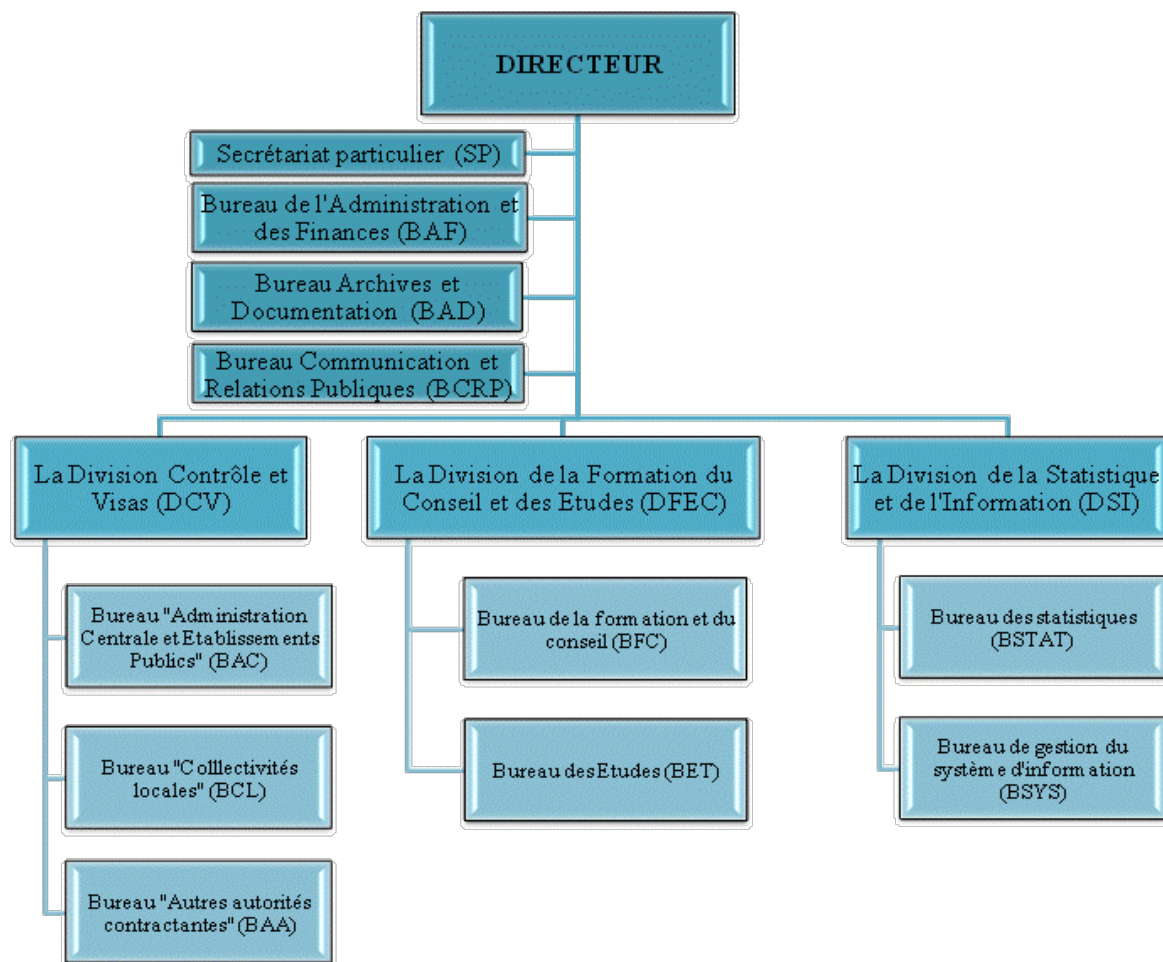
la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP

Le contrôle de la passation des marchés est effectué par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Créée par le décret n°2007-547 du 25 avril 2007, la DCMP a pour mission :

- ✚ d'assurer le contrôle à priori des procédures de passation et d'attribution des marchés publics ;
- ✚ d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par la réglementation ;
- ✚ d'assurer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, la formation, l'information et le conseil de l'ensemble des acteurs de la Commande publique sur la réglementation et les procédures applicables ;
- ✚ de contribuer, en relation avec l'Autorité de Régulation des Marchés publics, à la collecte et à l'analyse des données ainsi qu'à l'établissement des statistiques sur les marchés publics.

L'organigramme de la DCMP est présenté ci-dessous :



Ainsi, la DCMP est un acteur majeur du système institutionnel de la passation des marchés.

2.1.2 Principes

2.1.2.1 Champ d'application du CMP (article 2 du CMP)

Le code des marchés publics s'applique aux marchés conclus par les autorités contractantes suivantes :

- a) l'Etat, y compris ses services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale placés sous son autorité ;
- b) les collectivités locales, y compris leurs services déconcentrés et les organismes non dotés de la personnalité morale, placés sous leur autorité, ainsi que les groupements mixtes et les établissements publics locaux visés respectivement par les articles 74 et 327 du Code des collectivités locales ;
- c) les établissements publics ;
- d) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- e) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- f) les associations formées par les personnes visées aux paragraphes a) à e) ci-dessus.

Les marchés passés par une personne morale de droit public ou privé pour le compte d'une autorité contractante sont soumis aux règles qui s'appliquent, conformément au CMP, aux marchés passés directement par ladite autorité contractante. La délégation des tâches relatives à la passation de marchés concernant la réalisation d'ouvrages ou de projets, doit être effectuée dans les conditions stipulées aux articles 31 à 34 du CMP.

2.1.2.2 Seuils de passation de marchés (article 53 du CMP)

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA				
	Etat / Collectivités locales / Etablissements publics	SN ¹ / SA ² à participation publique majoritaire	Agences et organismes	
			Dotés de la personnalité morale	Non dotés de la personnalité morale
Fournitures	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000
Travaux	25 000 000	50 000 000	50 000 000	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000	30 000 000	25 000 000
Services	15 000 000	30 000 000	30 000 000	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP.

¹ Sociétés Nationales

² Sociétés Anonymes

2.1.3 Procédures

Le code des marchés publics prévoit cinq (05) procédures d'appel d'offres à savoir :

- ✚ appel d'offres ouvert (articles 66 à 70 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec pré-qualification (articles 66 à 70 et 71 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres ouvert en deux étapes (articles 66 à 70 et 72 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres restreint (articles 66 à 70 et 73 du CMP) ;
- ✚ appel d'offres avec concours (articles 66 à 70 et 75 du CMP).

Toutefois l'appel d'offres ouvert constitue le mode de passation des marchés auquel les autorités contractantes doivent recourir par principe. Il ne peut être dérogé à ce principe que dans les conditions prévues par le CMP.

En effet, le CMP prévoit des procédures spécifiques telles que :

- ✚ l'entente directe qui est applicable dans les cas prévus à l'article 76 du CMP ;
- ✚ la Demande de Renseignements et de Prix (DRP) pour les fournitures, travaux ou services dont la valeur estimée est inférieure aux seuils fixés à l'article 53 du CMP ;
- ✚ la consultation restreinte pour les marchés de prestations intellectuelles ;
- ✚ les marchés à commande ou marchés de clientèle lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes de fournitures ou services courants nécessaires à ses besoins.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1 Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1 Présentation de l'autorité contractante

Voir Administration centrale.

3.1.2 Commission des marchés

Nous avons reçu l'arrêté portant création de la Commission des Marchés du Ministère de la Culture signé par M. le Ministre. Toutefois, un retard a été accusé dans sa mise en place car l'arrêté est signé le 18 février 2014. Selon l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics, les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés doivent être transmis à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 05 janvier de chaque année.

Ce retard s'est répercuté sur les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics qui ont été signées par les membres de la Commission des Marchés le 03 mars 2014.

3.1.3 Cellule de Passation des Marchés

Nous avons reçu l'arrêté portant création de la Cellule de Passation des Marchés du Ministère de la Culture signé le 18 février 2014.

Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ont été signées avec retard (le 06 mars 2014) par les membres de la Cellule.

3.1.4 Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le Ministère n'a produit ni les rapports trimestriels ni le rapport annuel en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.

3.1.5 Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1 Plan de Passation des Marchés

Nous avons reçu le plan de passation des marchés et n'avons pas relevé d'anomalies significatives.

3.1.5.2 Avis Général de Passation des Marchés

L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) a été publié avec retard. Alors que la publication doit intervenir avant la fin du mois de janvier, l'Avis Général de Passation des Marchés du Ministère de la Culture a été publié le 28 février 2014.

3.1.6 Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de marchés du Ministère fait défaut. En effet, les dossiers de marchés ne sont pas centralisés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Chaque service archive ses documents de marchés. Selon l'arrêté n° 012783 du 26 /12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés, la cellule est chargée du classement et de l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.

3.1.7 Autres

Le Ministère de la Culture ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés. La mise en place de fichier constitue une bonne pratique.

Les personnes impliquées dans les procédures de passation des marchés n'ont pas toutes été formées dans le domaine. Seul le responsable de la Cellule de Passation a été formé.

3.2 Constats spécifiques aux marchés examinés

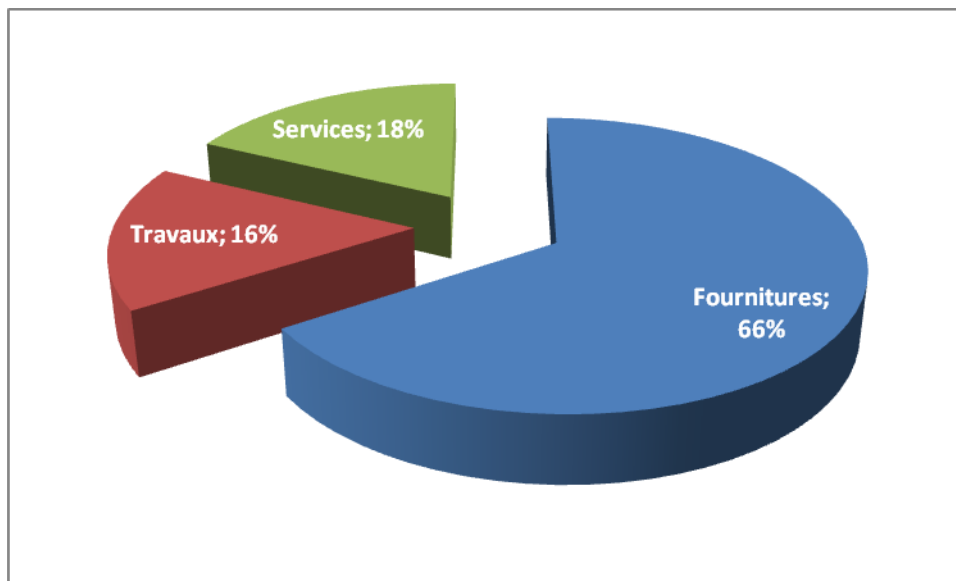
3.2.1 Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés exécutés en 2014 par le Ministère de la Culture et de Communication.

La composition de cette liste ainsi que l'échantillon retenu sont définis dans le tableau ci-dessous :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014		Échantillon des marchés examinés lors de la présente revue		%	
	Nbre	Montant	Nbre	Montant	Nbre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	06	391 142 740	06	391 142 740	100%	100%
Appel d'offres restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	308	1 524 567 838	39	447 432 283	13%	29%
Avenant	-	-	-	-	-	-
Entente directe (ED)	-	-	-	-	-	-
TOTAL	314	1 915 710 578	45	838 575 023	15%	44%

La répartition de notre échantillon par nature de marchés est présentée dans le graphe suivant :



Le graphe ci-dessus indique que l'échantillon comprend :

- 66% de marchés de fournitures pour un montant de 552 350 918 FCFA TTC
- 16% de marchés de travaux pour un montant de 136 756 377 FCFA TTC
- 18% de marchés de services pour un montant de 149 467 728 FCFA TTC

3.2.2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Pour l'application des procédures de passation des marchés, il est tenu compte des seuils suivants relatifs à la valeur estimée des marchés, TVA comprises :

SEUILS DE PASSATION DE MARCHES en F CFA	
Fournitures	15 000 000
Travaux	25 000 000
Prestations intellectuelles	25 000 000
Services	15 000 000

Les marchés dont les montants sont inférieurs aux seuils ci-dessus font l'objet de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) conformément à l'article 78 du CMP en vigueur.

3.2.3 Marchés conclus par AOO

3.2.3.1 Marchés supérieurs au seuil de revue de la DCMP

Nous n'avons pas relevé de marchés passés selon le mode « Appel d'Offres Ouvert » et atteignant le seuil de revue de la DCMP.

3.2.3.2 Marchés inférieurs au seuil de revue de la DCMP

Pour l'exercice 2014, le Ministère de la Culture a passé six (06) marchés selon le mode « Appel d'Offres Ouvert ». Nous avons examiné l'ensemble de ces marchés et avons relevé les points ci-dessous :

➤ **Observations d'ordre général :**

- Les Procès Verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux candidats ;
- La publication des avis d'attribution définitive n'est pas systématique

➤ **Observations d'ordre spécifique :**

Acquisition de mobiliers de bureau attribué à GANDIOL pour un montant de 51 950 000 FCFA TTC :

- Nous n'avons pas obtenu l'avis d'attribution définitive du marché ;
- Nous avons relevé un retard de livraison sur le marché. En effet, la livraison devrait intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la notification qui a été faite le 13 mars 2015, donc le 13 mai 2015 au plus tard. Le marché n'est pas encore livré.

AOO Acquisition de matériels informatiques attribué à OUMOU Informatique pour un montant de 16 712 340 FCFA TTC :

- Nous n'avons pas obtenu l'avis d'attribution définitive du marché ;
- Nous avons relevé un retard de livraison de près de 02 mois sur le marché. En effet, la livraison devrait intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la notification qui a été faite le 10 février 2015. Par conséquent la livraison devrait se faire au plus tard le 10 avril 2015, alors qu'elle a été effectuée le 05 juin 2015.

Acquisition en 4 lots de deux (2) 4X4 Station Wagon, deux (2) véhicules Pick-up double cabine, un (1) bus et deux (2) scooters :

- Nous n'avons pas obtenu la publication de l'attribution définitive du marché.

3.2.4 Marchés conclus par AOR

Nous n'avons pas relevé de marchés passés selon le mode « Appel d'Offres Restreint ».

3.2.5 Marchés de prestations intellectuelles

Nous n'avons pas relevé de marchés de prestations intellectuelles passés par le Ministère de la Culture et de la Communication.

3.2.6 Marchés conclus par DRP

➤ Observations d'ordre général :

Nous avons relevé sur les DRP revues que :

- le modèle type de dossier pour DRP de la DCMP n'a pas été utilisé. En effet, les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni de formulaire de soumission ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises, ni de bordereau de prix ;
- l'archivage des offres n'est pas effectif :
 - DRP : Fourniture de Consommables Informatiques attribué à DISMAT pour un montant de 3 993 887 FCFA TTC : aucune offre n'a été archivée.
- les notifications de rejet adressées aux candidats non retenus ne sont pas systématiques ;
- les candidats consultés ne sont pas systématiquement mentionnés sur les lettres d'invitation.

➤ Observations d'ordre spécifique :

- Nous n'avons pas obtenu les contrats des DRP ci-après :
 - DRP fourniture de bureau attribué à GAYE MODOU BIP pour un montant de 3 529 911 FCFA TTC
 - DRP fourniture de consommables informatiques, attribué à DISMAT pour un montant de 3 993 887 FCFA TTC.
- Nous avons relevé des incohérences sur les documents des DRP ci-dessous :
 - DRP : Travaux de surélévation du mur de clôture attribué à « SENEGALAISE DE CONSTRUCTION ET SERVICE » pour un montant de 14 935 537 FCFA TTC. L'ouverture des offres est intervenue avant la date limite des invitations. En effet, le PV d'ouverture est signé le 27 mars 2014 alors que la date limite de dépôt des offres était prévue pour le 16 Mai 2014.
 - DRP : Travaux d'impression sur casquette t-shirt banderoles et affiches attribué à IMPRIME PAPETERIE LE GANDIOL pour un montant de 14 750 000 FCFA TTC : des offres datées bien après la date limite de leur invitation. Alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 08 mai 2014, l'offre de GRAFCO est datée du 12 mai 2014, celle de CEDIS, le 13 mai 2014 et celle de MOUMINATOU le 09 mai 2014.
 - DRP : Transport de matériel attribué à Etablissement 4 SAISONS pour un montant de 14 749 882 FCFA TTC : des offres datées bien après la date limite de leur invitation. Alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 08 mai 2014, l'offre de « Etablissement BOUNAMA TRAORE » date du 09 mai 2014, celle de WOSEC le 12 mai et celle de MOUMINATOU le 09 mai.

- **DRP : Confection de lacostes et casquettes pour la Journée Mondiale du Livre et Droit d'Auteur** attribué à DAMEL TRADING pour un montant de 14 160 000 FTTC. Alors que la date limite dépôt des offres est fixée au 03 Avril 2014, les offres des candidats sont datées de mai 2014. Ci-après quelques exemples d'offres et leurs dates respectives:
 - ETS Daouda FALL, le 03 Mai 2014
 - GIE bineta multiservices, le 03 Mai 2014
 - Khadim diakhaté, le 01 Mai 2014
 - ETS keur khadim, le 02 Mai 2014

3.2.7 Marchés passés par Entente Directe

Le Ministère de la Culture n'a pas utilisé le mode « Entente Directe » pour l'exercice 2014.

3.2.8 Avenants

Non applicable.

3.2.9 Evaluation des fractionnements potentiels

Nous avons relevé que chaque direction du Ministère gère ses Demandes de Renseignement et de Prix (DRP), ce qui favorise le risque de fractionnement. Une bonne planification permettrait de regrouper les DRP de même nature en vertu du principe d'économie.

3.2.10 Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des Différends de l'ARMP

Cf. rapport de synthèse de la gestion 2014.

3.3 Constats relatifs à l'exécution financière

Concernant l'exécution financière des marchés, nous n'avons obtenu que les titres de certification et les titres de créances.

3.4 Constats relatifs à l'Inspection physique

Nous avons effectué un contrôle de la matérialité des marchés livrés. Nous n'avons pas relevé d'anomalies majeures. Ci-dessous quelques photos prises :

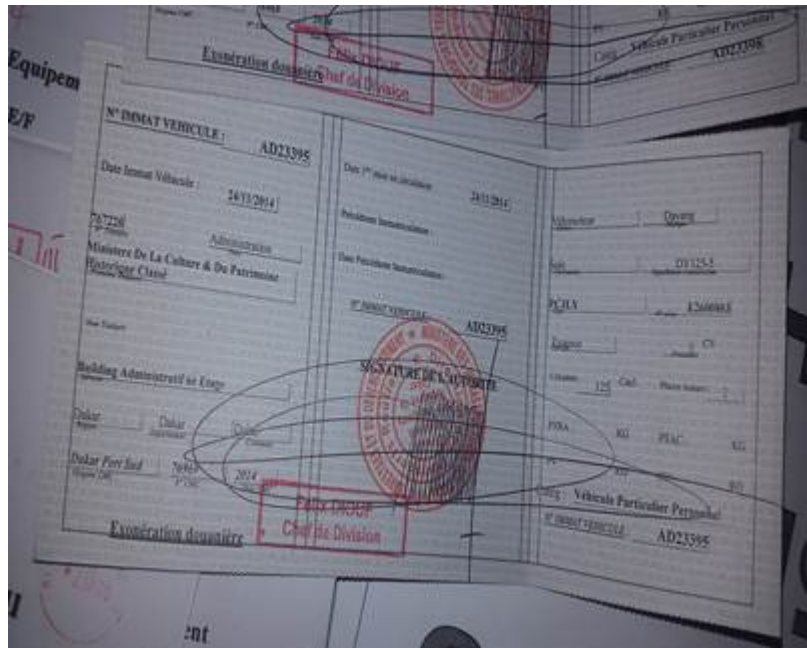


Acquisition de matériels informatiques



N° IMMAT VEHICULE : AD22578		Date 1 ^{re} immat. (circulation) : 04/06/2014		Vitrres teintées	
Date Immat. Véhicule : 04/06/2014		Périodicité Immatriculation :		Camionnette	
1324 Administration		Date Périodicité Immatriculation :		(Péri.)	
MINISTÈRE DE LA CULTURE		N° IMMAT VEHICULE : AD22578		LAN25E	
Rue : Thiam		SIGNATURE DES AUTORITÉS		Poids	
Building Administratif				Catégorie	
Dakar				Catég : Camionnette	
Dakar				N° IMMAT VEHICULE : AD22578	
Dakar					
Dakar Port Nord					
Falla Diouf Chef de Division					

Acquisition de véhicules 4X4 Station Wagon pick up double cabine



4. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Culture et de la Communication
Dispositif Organisationnel			
1	Nous avons reçu l'arrêté portant création de la Commission des Marchés du Ministère de la Culture signé par M. le Ministre. Toutefois, un retard a été accusé dans sa mise en place car l'arrêté est signé le 18 février 2014. Selon l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics, les actes de nomination des membres de la commission des marchés doivent être transmis à la DCMP et à l'ARMP au plus tard le 05 janvier de chaque année.	Nous recommandons au MCC de transmettre les actes de nomination des membres de la CM et de la CPM à la DCMP et à l'ARMP avant le 05 janvier conformément à l'arrêté N°012786 du 26.12.2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés publics.	<i>L'arrêté portant nomination des Administrateurs des crédits a été signé tardivement (10/02/2014)</i>
2	Les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ont été signées par les membres de la Commission des Marchés le 03 mars 2014	Nous recommandons au MCC de faire signer à toutes les personnes impliquées dans la procédure de passation des marchés la Charte de Transparence et d'Ethique et de les transmettre à l'ARMP et à la DCMP avant le 05 janvier conformément aux arrêtés 012786 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des CM et 012783 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de Passation des marchés.	<i>L'arrêté portant nomination des Administrateurs des crédits a été signé tardivement (10/02/2014)</i>
3	Le Ministère n'a produit ni les rapports trimestriels ni le rapport annuel en violation de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du Code des Marchés publics.	Nous recommandons au MCC de produire les rapports trimestriels et le rapport annuel en vertu de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012.	<i>Désormais les rapports trimestriels et le rapport annuel seront produits en vertu de l'arrêté N° 012787 du 26.12.2012.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Culture et de la Communication
4	Les personnes impliquées dans les procédures de passation des marchés n'ont pas toutes été formées dans le domaine. Seul le responsable de la Cellule de Passation a été formé.	Nous recommandons à toutes les personnes impliquées dans les procédures de passation des marchés du MCC de suivre une formation dans le domaine pour une bonne maîtrise des procédures.	<i>Les membres de la Commission des marchés et de la cellule ont été bel et bien formés par l'ARMP en 2013 et 2014, mais ils n'ont pas reçu de diplômes de participation (cf. ARMP).</i>
5	L'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) a été publié avec retard. Alors que la publication doit intervenir avant la fin du mois de janvier, l'Avis Général de Passation des Marchés du Ministère de la Culture a été publié le 28 février 2014.	Nous recommandons au MCC de respecter la date fixée pour la publication de l'avis général de passation des marchés.	<i>L'arrêté portant nomination des Administrateurs des crédits a été signé tardivement (10/02/2014)</i>
6	L'archivage des dossiers de marchés du Ministère fait défaut. En effet, les dossiers de marchés ne sont pas centralisés au niveau de la Cellule de Passation des Marchés. Chaque service archive ses documents de marchés. Selon l'arrêté n° 012783 du 26 /12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés, la cellule est chargée du classement et de l'archivage de tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services.	Nous recommandons au MCC de centraliser l'ensemble des dossiers de marchés passés par ses différents services conformément à l'arrêté n° 012783 du 26 /12/2012 relatif à l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés	<i>Problème d'archivage dû au déménagement.</i>
7	Le Ministère de la Culture ne dispose pas de fichier de fournisseurs agréés.	Nous recommandons au MCC de mettre en place un fichier de fournisseurs agréés. La mise en place de ce fichier constitue une bonne pratique.	<i>Nous recevons les demandes d'agrément en début d'année mais la Cellule n'a pas assez de ressources humaines pour la mise à jour du fichier des fournisseurs agréés.</i>
A00			
1	Les Procès Verbaux d'ouverture des offres ne sont pas transmis aux candidats:	Nous recommandons au MCC de transmettre les PV d'ouverture des offres aux candidats conformément à l'article 67 du CMP.	<i>Copies de PV d'ouverture des plis déchargé par les représentants des candidats jointes en annexes.</i> <u>Avis du Cabinet :</u> Nous considérons vos commentaires. Toutefois nous ne retrouvons pas ce document dans le dossier de marchés.

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Culture et de la Communication
2	<p>Nous n'avons pas obtenu les avis d'attribution définitive des marchés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Acquisition de mobiliers de bureau attribué à GANDIOL pour un montant de 51 950 000 FCFA TTC : ○ Acquisition de matériels informatiques attribués à OUMOU Informatique pour un montant de 16 712 340 FCFA TTC : ○ Acquisition en 4 lots de deux (2) 4X4 Station Wagon, deux (2) véhicules Pick-up double cabine, un (1) bus et deux (2) scooters : 	<p>Nous recommandons au MCC d'effectuer les publications d'attributions définitive conformément à l'article 84 CMP.</p>	<p><i>Nous ne faisons pas d'attribution définitive pensant que ce n'était pas obligatoire mais il se trouve que le nouveau code ne l'exige plus.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> Nous considérons vos commentaires, mais, nous tenons à rappeler que ces marchés ont été lancés avant l'entrée en vigueur du nouveau Code des Marchés Publics. Par conséquent, ils restent régis par le CMP de 2011.</p>
3	<p>Acquisition de mobiliers de bureau attribué à GANDIOL pour un montant de 51 950 000 FCFA TTC : Nous avons relevé un retard de livraison sur le marché. En effet, la livraison devrait intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la notification qui a été faite le 13 mars 2015, donc le 13 mai 2015 au plus tard. Le marché n'est pas encore livré.</p> <p>Acquisition de matériels informatiques attribués à OUMOU Informatique pour un montant de 16 712 340 FCFA TTC : Nous avons relevé un retard de livraison de près de 02 mois sur le marché. En effet, la livraison devrait intervenir dans un délai de 60 jours à compter de la notification qui a été faite le 10 février 2015. Par conséquent la livraison devrait se faire au plus tard le 10 avril 2015, alors qu'elle a été effectuée le 05 juin 2015.</p>	<p>Nous recommandons au MCC de suivre l'exécution des marchés passés en faisant respecter aux titulaires les délais d'exécution. Appliquer les pénalités de retard, si les délais ne sont pas respectés</p>	<p><i>Ces marchés sont payés par bon d'engagement. Pour les bons d'engagement les livraisons ne peuvent se faire qu'après l'obtention du titre de créance et de certification.</i></p> <p><u>Avis du cabinet :</u> Nous vous recommandons, dans ce cas, de considérer ces documents (titre de créance et titre de certification) dans la fixation des délais d'exécution.</p>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Culture et de la Communication
DRP			
1	Le modèle type de dossier pour DRP de la DCMP n'a pas été utilisé. En effet, les lettres d'invitation ne sont accompagnées ni de formulaire de soumission ni de projet de contrat, ni de modèle simplifié d'instruction aux soumissionnaires mentionnant s'il y a lieu des qualifications minimales requises, ni de bordereau de prix.	Nous recommandons au MCC d'utiliser le dossier type pour le lancement de ses DRP.	<i>Désormais le modèle type de dossier pour DRP de la DCMP sera utilisé.</i>
2	L'archivage des offres des soumissionnaires n'est pas effectif : ○ DRP : Fourniture de Consommables Informatiques attribué à DISMAT pour un montant de 3 993 887 FCFA TTC : aucune offre n'a été archivée.	Nous recommandons au MCC d'archiver l'ensemble des dossiers de marché et de les mettre à la disposition des auditeurs en cas d'audit.	<i>DRP : Fourniture de Consommables Informatiques attribué à DISMAT pour un montant de 3 993 887 FCFA TTC. Après la liquidation de la fourniture, les services du cabinet ont transmis l'ensemble du dossier sans pour autant procéder à la photocopie du fond de dossier. Problème d'archivage mais on va y veiller à l'avenir.</i>
3	Les notifications de rejet adressées aux candidats non retenus ne sont pas systématiques ;	Nous recommandons au MCC de notifier les candidats non retenus du rejet de leur offre conformément à l'article 78 du CMP.	<i>Désormais les notifications de rejet seront envoyées aux candidats.</i>
4	Nous n'avons pas obtenu les contrats des DRP ci-après : ○ DRP fourniture de bureau attribué à GAYE MODOU BIP pour un montant de 3 529 911 FCFA TTC ○ DRP fourniture de consommables informatiques, attribué à DISMAT pour un montant de 3 993 887 FCFA TTC.	Nous recommandons au MCC d'archiver l'ensemble des dossiers de marché et de les mettre à la disposition des auditeurs en cas d'audit.	<i>Les contrats se sont égarés à cause du déménagement.</i>

N° d'ordre	Constats	Recommandations	Commentaires du Ministère de la Culture et de la Communication
5	<p>Nous avons relevé des incohérences sur les documents des DRP ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ DRP : Travaux de surélévation du mur de clôture attribué à « SENEGALAISE DE CONSTRUCTION ET SERVICE » pour un montant de 14 935 537 FCFA TTC. L'ouverture des offres est intervenue avant la date limite des invitations. En effet, le PV d'ouverture est signé le 27 mars 2014 alors que la date limite de dépôt des offres était prévue pour le 16 Mai 2014. ○ DRP : Travaux d'impression sur casquette t-shirt banderoles et affiches attribué à IMPRIMERIE PAPETERIE LE GANDIOL pour un montant de 14 750 000 FCFA TTC : des offres datées bien après la date limite de leur invitation. Alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 08 mai 2014, l'offre de GRAFCO est datée du 12 mai 2014, celle de CEDIS, le 13 mai 2014 et celle de MOUMINATOU le 09 mai 2014. ○ DRP : Transport de matériel attribué à Etablissement 4 SAISONS pour un montant de 14 749 882 FCFA TTC : des offres datées bien après la date limite de leur invitation. Alors que la date limite de dépôt des offres était fixée au 08 mai 2014, l'offre de « Etablissement BOUNAMA TRAORE » date du 09 mai 2014, celle de WOSSEC le 12 mai et celle de MOUMINATOU le 09 mai. ○ DRP : Confection de lacostes et casquettes pour la journée mondiale du livre et droit d'auteur attribué à DAMEL TRADING pour un montant de 14 160 000 FTTC. Alors que la date limite dépôt des offres est fixée au 03 Avril 2014, les offres des candidats sont datées de mai 2014. Ci-après quelques exemples d'offres et leurs dates respectives: <ul style="list-style-type: none"> ▪ ETS Daouda FALL, le 03 Mai 2014 ▪ GIE bineta multiservices, le 03 Mai 2014 ▪ Khadim diakhaté, le 01 Mai 2014 ▪ ETS keur khadim, le 02 Mai 2014 	Nous recommandons au MCC de veiller à un respect scrupuleux des procédures de passation des marchés.	<p><i>Concernant la DRP Travaux de surélévation du mur de clôture attribué à « SENEGALAISE DE CONSTRUCTION ET SERVICE » pour un montant de 14 935 537 FCFA TTC, il y a une erreur de frappe sur la première page : la faute se trouve seulement sur une ligne où on lit bien : l'an deux mille douze, le 27 mars 2014 mais on a bien mis sur la dernière page où les membres de la commission ont signé « arrêté le procès-verbal, fait à Dakar le 16 mai 2014 » (copies jointes en annexes).</i></p> <p><i>Pour les autres DRP on va y veiller à l'avenir</i></p>

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

N° d'ordre	Constats	Application de la recommandation
1	Aucun document attestant de la mise en place de la CPM, ni de son fonctionnement n'a été mis à notre disposition.	Appliquée
2	Aucun rapport annuel sur les marchés passés l'année précédente n'a été mis à notre disposition.	Non Appliquée
3	Avis Général de Passation des Marchés gestion 2011 publié au Journal le Soleil N° 1205 du Mercredi 02 Février 2011.	Non Appliquée
4	Les candidats ont été saisis par des lettres d'invitation non fournies dans les dossiers.	Moyennement Appliquée
5	Une gestion plus rigoureuse des marchés de DRP s'impose du fait de leur nombre relativement important. A cette fin, les lettres de consultations doivent être systématiques et les candidats devraient être les plus diversifiés possibles afin de neutraliser toutes les velléités de collusion entre les candidats. Par ailleurs, tous les regroupements des achats similaires sont encouragés afin de supprimer les probabilités de fractionnement.	Non Appliquée

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

Marchés / Anomalies	Appels d'offres ouverts	Demandes de renseignements et de prix	Entente Directe	Total	Statistiques des anomalies
Absence de transmission des Procès Verbaux d'ouverture des offres aux candidats	06	-	-	6	100%
Absence de publication des avis d'attributions définitive des marchés ci-dessous :	03	-	-	03	50%
Retard sur exécution des marchés	02	-	-	02	33,33%
Non utilisation du dossier type pour les DRP	-	39	-	39	100%
Défaut d'archivage des lettres d'invitation	-	03	-	03	7,69%
Défaut d'archivage des offres	-	06	-	06	15,38%
Absence de notifications de rejet aux candidats non retenus	-	39	-	39	100%

7. ANNEXE

7.1 Réponses de l'Autorité Contractante

Cf. Tableau des non conformités et recommandations.

7.2 Réponses du cabinet aux commentaires de l'Autorité Contractante

Cf. Tableau des non conformités et recommandations.